

Journal officiel

de l'Union européenne

C 216

Édition
de langue française

Communications et informations

47^e année

28 août 2004

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire	Page
	I <i>Communications</i>	
	Commission	
2004/C 216/01	Taux de change de l'euro	1
2004/C 216/02	Statistiques relatives aux règles techniques notifiées en 2003 dans le cadre de la directive 98/34/CE relative à la procédure de notification — Information fournie par la Commission conformément à l'article 11 de la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ⁽¹⁾	2
2004/C 216/03	Aides d'État — Allemagne — Aide C 25/04 (ex NN 36/04) — Introduction de la télévision numérique terrestre (DVB-T) dans la région de Berlin-Brandebourg — Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE ⁽¹⁾	5
2004/C 216/04	Notification préalable d'une opération de concentration (Affaire COMP/M.3486 — Magna/NVG) ⁽¹⁾	12

FR

I

(Communications)

COMMISSION

Taux de change de l'euro ⁽¹⁾

27 août 2004

(2004/C 216/01)

1 euro =

Monnaie	Taux de change	Monnaie	Taux de change		
USD	dollar des États-Unis	1,2085	LVL	lats letton	0,656
JPY	yen japonais	132,36	MTL	lire maltaise	0,4262
DKK	couronne danoise	7,4369	PLN	zloty polonais	4,4643
GBP	livre sterling	0,6718	ROL	leu roumain	41 025
SEK	couronne suédoise	9,1226	SIT	tolar slovène	240
CHF	franc suisse	1,5401	SKK	couronne slovaque	40,22
ISK	couronne islandaise	87,22	TRL	lire turque	1 818 300
NOK	couronne norvégienne	8,353	AUD	dollar australien	1,7094
BGN	lev bulgare	1,9559	CAD	dollar canadien	1,5792
CYP	livre chypriote	0,5775	HKD	dollar de Hong Kong	9,4263
CZK	couronne tchèque	31,84	NZD	dollar néo-zélandais	1,8422
EEK	couronne estonienne	15,6466	SGD	dollar de Singapour	2,0668
HUF	forint hongrois	249,13	KRW	won sud-coréen	1 391,65
LTL	litas lituanien	3,4528	ZAR	rand sud-africain	8,036

(¹) Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

STATISTIQUES RELATIVES AUX RÈGLES TECHNIQUES NOTIFIÉES EN 2003 DANS LE CADRE DE LA DIRECTIVE 98/34/CE RELATIVE À LA PROCÉDURE DE NOTIFICATION

Information fournie par la Commission conformément à l'article 11 de la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ⁽¹⁾

(2004/C 216/02)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

I. TABLEAU INDIQUANT LES DIFFÉRENTS TYPES DE RÉACTIONS ADRESSÉES AUX ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE SUR LES PROJETS NOTIFIÉS PAR CHACUN D'EUX

États membres	Nombre de Notifications	Observations ⁽¹⁾			Avis circonstanciés ⁽²⁾		Propositions d'actes communautaires	
		EM	COM	AELE ⁽³⁾	EM	COM	9.3 ⁽⁴⁾	9.4 ⁽⁵⁾
Belgique	30	5	5	0	2	1	1	0
Danemark	40	24	9	0	11	9	0	0
Allemagne	47	14	17	0	17	9	1	0
Espagne	30	8	12	0	0	18	0	0
Finlande	11	1	5	0	1	0	0	0
France	61	23	23	0	5	13	0	0
Grèce	17	4	11	0	2	4	0	0
Irlande	9	4	2	0	2	0	0	0
Italie	37	16	14	0	8	11	0	0
Luxembourg	5	0	3	0	1	3	0	0
Pays-Bas	53	16	20	0	3	2	1	0
Autriche	51	6	10	0	3	2	0	0
Portugal	8	1	4	0	1	2	0	1
Suède	38	12	6	0	0	3	1	0
Royaume-Uni	49	18	24	0	3	3	0	0
Total UE	486	152	165	0	59	80	4	1

⁽¹⁾ Article 8.2 de la directive.

⁽²⁾ Article 9.2 de la directive («avis circonstancié ... selon lequel la mesure envisagée présente des aspects pouvant éventuellement créer des obstacles à la libre circulation des marchandises ou des services ou à la liberté d'établissement des opérateurs de services dans le cadre du marché intérieur»).

⁽³⁾ En vertu de l'accord sur l'Espace économique européen, les pays AELE parties contractantes à cet accord appliquent la directive 98/34/CE, avec les adaptations nécessaires prévues à l'annexe II, chapitre XIX, point 1, et peuvent, à ce titre, émettre des observations à l'encontre des projets notifiés par les États membres de la Communauté. La Suisse peut également émettre de telles observations, sur la base d'un accord informel d'échange d'information dans le domaine des règles techniques.

⁽⁴⁾ Article 9.3 de la directive selon lequel les États membres reportent l'adoption du projet notifié (à l'exclusion des projets de règles relatives aux services) de douze mois à compter de sa réception par la Commission si celle-ci fait part de son intention de proposer ou d'arrêter une directive, un règlement ou une décision sur ce sujet.

⁽⁵⁾ Article 9.4 de la directive selon lequel les États membres reportent l'adoption du projet notifié de douze mois à compter de sa réception par la Commission si celle-ci fait part du constat que le projet porte sur une matière couverte par une proposition de directive, de règlement ou de décision, présentée au Conseil.

⁽¹⁾ La directive 98/34/CE (JO L 204 du 2.7.1998) codifie la directive 83/189/CEE telle qu'elle fut modifiée principalement par les directives 88/182/CEE et 94/10/CE. La directive 98/34/CE a été modifiée par la directive 98/48/CE (JO L 217 du 5.8.1998) qui en a étendu le champ d'application aux services de la société de l'information. Cette extension est entrée en vigueur le 5 août 1999.

II. TABLEAU INDIQUANT LA RÉPARTITION PAR SECTEUR DES PROJETS NOTIFIÉS PAR LES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE

Secteurs	BE	DK	DE	ES	FI	FR	GR	IE	IT	LU	NL	AT	PT	SE	GB	Total CE
Bâtiment et construction	0	8	8	2	3	10	1	2	5	0	1	16	0	2	1	59
Produits alimentaires et agricoles	3	10	8	6	0	14	1	0	15	0	16	14	0	11	10	108
Produits chimiques	0	3	3	1	0	1	1	0	0	0	6	1	0	1	0	17
Produits pharmaceutiques	0	2	4	1	0	9	1	1	0	0	0	1	1	1	4	25
Équipements domestiques et loisirs	3	0	0	1	0	2	0	1	1	0	0	0	0	0	2	10
Mécanique	3	1	3	1	1	10	4	0	5	0	3	2	0	4	2	39
Énergie, minéraux, bois	13	2	0	1	0	6	3	0	2	1	6	5	0	1	0	40
Environnement, emballages	2	2	1	0	0	0	0	1	1	0	8	2	0	1	7	25
Santé, équipement médical	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Transport	2	7	9	1	3	1	0	0	3	0	7	0	2	13	12	60
Télécommunications	1	2	6	16	1	3	4	0	1	1	1	7	2	2	5	52
Produits divers	2	2	3	0	2	4	0	4	1	1	3	2	1	2	4	31
Services de la société de l'information	1	0	2	0	1	1	1	0	3	2	2	1	2	0	2	18
Total par État membre	30	40	47	30	11	61	17	9	37	5	53	51	8	38	49	486

III. TABLEAU INDIQUANT LES OBSERVATIONS PORTANT SUR LES PROJETS NOTIFIÉS PAR L'ISLANDE, LE LIECHTENSTEIN, LA NORVÈGE ⁽¹⁾ ET LA SUISSE ⁽²⁾

Pays	Notifications	Observations CE (*)
Islande	3	1
Liechtenstein	1	0
Norvège	25	17
Suisse	5	1
Total	34	19

(*) Le seul type de réaction prévu par l'accord sur l'Espace économique européen (voir notes 4 et 7 de bas de page) est la possibilité pour la Communauté d'émettre des observations (article 8.2 de la directive 98/34/CE tel que repris dans l'annexe II, chapitre XIX, point 1, dudit accord). Le même type de réaction peut être émis à l'égard des notifications de la Suisse sur la base de l'accord informel entre la Communauté et ce pays (voir notes 4 et 8 de bas de page).

(1) L'accord sur l'Espace économique européen (voir note 4 de bas de page) prévoit l'obligation pour les pays AELE parties contractantes à cet accord de notifier les projets de règles techniques à la Commission.

(2) Sur la base de l'accord informel d'échange d'information dans le domaine des règles techniques (voir note 4 de bas de page), la Suisse transmet à la Commission ses projets de règles techniques.

IV. TABLEAU INDIQUANT LA RÉPARTITION PAR SECTEUR DES PROJETS NOTIFIÉS PAR L'ISLANDE, LA NORVÈGE, LE LIECHTENSTEIN ET LA SUISSE

Secteurs	Islande	Liechtenstein	Norvège	Suisse	Total par secteur
Produits alimentaires	2	0	14	1	17
Produits chimiques	1	0	1	0	2
Équipements domestiques et loisirs	0	0	2	0	2
Mécanique	0	0	1	1	2
Santé; équipement médical	0	0	0	1	1
Transport	0	0	3	0	3
Télécommunications	0	0	1	1	2
Produits divers	0	0	2	0	3
Services société de l'information	0	1	1	0	2
Total par pays	3	1	25	5	34

V. STATISTIQUES RELATIVES AUX PROCÉDURES D'INFRACTION EN COURS EN 2003 ET ENGAGÉES SUR LA BASE DE L'ARTICLE 226 DU TRAITÉ CE À L'ENCONTRE DE RÈGLES TECHNIQUES NATIONALES ADOPTÉES EN VIOLATION DES DISPOSITIONS DE LA DIRECTIVE 98/34/CE

(Tableau par État membre)

Pays	Nombre
Belgique	4
Danemark	0
Allemagne	1
Espagne	3
Finlande	1
France	1
Grèce	1
Irlande	1
Italie	2
Luxembourg	2
Pays-Bas	1
Autriche	0
Portugal	2
Suède	0
Royaume-Uni	0
Total UE	19

AIDES D'ÉTAT — ALLEMAGNE**Aide C 25/04 (ex NN 36/04) — Introduction de la télévision numérique terrestre (DVB-T) dans la région de Berlin-Brandebourg****Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE**

(2004/C 216/03)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Par la lettre du 14 juillet 2004, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à l'Allemagne sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant la mesure susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur la mesure à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la Concurrence
Direction H, Aides d'État
J 70
B-1049 Bruxelles
[Télécopieur (32-2) 296 98 16].

Ces observations seront communiquées à l'Allemagne. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

RÉSUMÉ**Procédure**

En décembre 2002, l'ANGA, organisation représentant des câblodistributeurs en Allemagne, a déposé une plainte au sujet du financement de la télévision numérique terrestre dans la région de Berlin-Brandebourg. Sur la base de cette plainte, la Commission a demandé des informations aux autorités allemandes en mai 2003.

Description de la mesure à l'encontre de laquelle la Commission ouvre la procédure

L'autorité de régulation allemande responsable (RegTP) a attribué, à la suite d'un appel d'offres, la construction et l'exploitation du réseau de télévision numérique terrestre à une filiale de Deutsche Telekom AG dénommée T-Systems. Les radiodiffuseurs paient une redevance à T-Systems, qui transmet leur signal télévisuel aux utilisateurs finals par le biais du réseau de télévision numérique terrestre. L'autorité chargée des médias de Berlin-Brandebourg (Mabb) encourage l'introduction et le développement de la télévision numérique terrestre dans la région de Berlin-Brandebourg. La Mabb accorde à cet effet des subventions à des radiodiffuseurs privés à condition qu'ils utilisent le réseau de télévision numérique terrestre. Les radiodiffuseurs publics ne sont pas subventionnés par la Mabb, mais ils obtiennent une indemnisation par le biais du système de redevances ordinaire. La Mabb a, à la suite de cela, «abandonné» la transmission analogique.

Appréciation de la mesure

La Mabb semble accorder directement un avantage aux radiodiffuseurs privés et indirectement à T-Systems. Elle procure une

incitation financière pour passer de la transmission analogique à la transmission terrestre. T-Systems n'a pas besoin de réclamer des frais d'abonnement à l'utilisateur final ou de facturer une redevance moindre aux radiodiffuseurs. La télévision numérique terrestre est une technologie qui est en concurrence avec la télévision numérique par câble ou par satellite. Les avantages accordés à T-Systems sont susceptibles de fausser la concurrence et d'affecter les échanges. Les conditions d'application de l'article 87, paragraphe 1, du traité CE semblent réunies.

Par conséquent, au stade actuel de la procédure, la Commission est arrivée à la conclusion qu'il se peut que les autorités allemandes accordent à T-Systems une aide d'État au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité CE. Les exceptions prévues à l'article 87, paragraphes 2 et 3, ne semblent pas s'appliquer. Compte tenu de ses doutes quant à la compatibilité de l'aide avec le traité CE, la Commission a décidé d'ouvrir la procédure formelle d'examen prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE.

En vertu de l'article 14 du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil, toute aide illégale pourra faire l'objet d'une récupération auprès de son bénéficiaire.

TEXTE DE LA LETTRE

«Die Kommission teilt Deutschland mit, dass sie nach Prüfung der von den deutschen Behörden zur vorerwähnten Beihilfe übermittelten Angaben beschlossen hat, das Verfahren nach Artikel 88 Absatz 2 EG-Vertrag einzuleiten.

I. VERFAHREN

1. Mit Fax vom 16. Dezember 2002 übermittelte ANGA (Verband Privater Kabelnetzbetreiber e.V.) eine informelle Beschwerde betreffend die Finanzierung des terrestrischen digitalen Fernsehnetzes (DVB-T) in Berlin-Brandenburg ⁽¹⁾. In einem Schreiben vom 26. März 2003 drängte ANGA die Europäische Kommission, das Verfahren zu eröffnen und die Beihilfegewährung auszusetzen.
2. Am 2. Mai 2003 übermittelte die Kommission der Bundesregierung in einem Schreiben ein Auskunftersuchen. Die zuständigen Behörden baten um eine Fristverlängerung bis zum 2. Juli 2003, die genehmigt wurde. Die Bundesregierung übersandte der Kommission die angeforderten Auskünfte am 30. Juni 2003.
3. Am 1. Oktober 2003 fand ein Treffen der Dienststellen der Kommission mit dem vermeintlichen Beihilfegeber, der Medienanstalt Berlin-Brandenburg (nachfolgend Mabb) statt. Die Maab erteilte am 23. Oktober 2003 und am 4. Februar 2004 weitere Auskünfte.
4. Am 23. Dezember kündigte die Kabel Baden-Württemberg GmbH & Co. KG an, sie werde bezüglich der Finanzierung des DVB-T in Berlin-Brandenburg ebenfalls eine Beschwerde einreichen. Dies geschah schließlich am 8. März 2004.
5. Kabel Baden-Württemberg behauptet, die öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten erhielten über die Lizenzgebühr Ausgleichszahlungen, wenn auch nicht von der Maab, für die Errichtung eines digitalen Übertragungsnetzes. Dieses Netz werde anschließend den privaten Rundfunkgesellschaften zu Kosten unter den marktüblichen Sätzen oder sogar kostenlos zur Nutzung angeboten. Wengleich diese Frage mit dieser Prüfung im Zusammenhang steht, wird sie nicht Gegenstand dieses förmlichen Prüfungsverfahrens sein ⁽²⁾ ⁽³⁾.

II. AUSFÜHRLICHE BESCHREIBUNG DER BEIHILFE

Hintergrund

6. 1997 setzten die deutschen Behörden einen Ausschuss mit der Bezeichnung "Initiative Digitaler Rundfunk" ein, der eine Strategie für das digitale Fernsehen entwickeln sollte. Vertreter der Länder, öffentlich-rechtliche und private Rundfunkgesellschaften, Verbraucherverbände sowie Übertragungseinrichtungen sind Mitglieder dieses Ausschusses. Im Jahre 2000 legte der Ausschuss ein "Startszenario" vor: das digitale terrestrische Fernsehen sollte eingeführt und das analoge Fernsehen bis 2010 abgeschaltet werden.
7. Der Plan wurde von den zuständigen deutschen Behörden angenommen. Am wichtigsten ist erstens die auf der geänderten "Frequenzzuteilungsverordnung" als Rechtsgrundlage beruhende Umstellung. Zweitens dürfen ARD, ZDF und Deutschlandradio nach § 52a des "Rundfunkstaatsvertrags" das analoge terrestrische Fernsehen schrittweise auslaufen lassen. Drittens arbeitete die RegTP ("Regulie-

rungsbehörde für Telekommunikation und Post") ein Ausschreibungsverfahren für die Zuteilung von Digitalfrequenzen aus. Im November 2002 war die Maab die erste "Landesmedienanstalt", die diesen Plan durchgeführt hat. Die Mabb entschied sich für das digitale terrestrische Fernsehen (DVB-T) anstelle einer Förderung des DVB-C oder des DVB- S S ⁽⁴⁾.

8. Im Gegensatz zur Analog-Übertragung macht das DVB-T die Übertragung über mehrere Kanäle leichter und billiger (mehr Kanäle, die weniger Frequenzen nutzen) und stellt zusätzliche Funktionen zur Verfügung. Die Analog-Übertragungen haben gegenüber dem Satelliten- und Kabelfernsehen an Bedeutung verloren. In Deutschland haben weniger als 10 Prozent der Haushalte das analoge terrestrische Fernsehen. Außerdem ist die Verfügbarkeit von Kanälen ziemlich eingeschränkt. Über das analoge terrestrische Netz in Berlin konnten nur 13 Kanäle empfangen werden. Nach Aussage der Maab sollte DVB-T eine neue Infrastruktur darstellen, die mit Kabel und Satellit im Wettbewerb steht. Die Verbraucher werden sich besser stehen, sie werden mehr Programme empfangen können, während die Programmanbieter auch eine bessere Verhandlungsposition erhalten, d.h. weniger von Kabel- und Satellitenanbietern abhängen. Die Mabb weist außerdem darauf hin, dass angesichts der Privatisierung der Infrastrukturen aufgrund der Marktkonzentration entstehende Gefahren beseitigt werden sollten.

Ausführliche Beschreibung der Beihilfe

9. Gemäß § 40 des Rundfunkstaatsvertrags dürfen die Medienanstalten der Bundesländer zwei Prozent der Lizenzgebühren für die Finanzierung neuer technischer Infrastrukturen zur Übertragung von Fernseh- und Radiosignalen verwenden.
10. Der zwischen Berlin und Brandenburg geschlossene Rundfunkstaatsvertrag schafft die Rechtsgrundlage für das Eingreifen der Maab in diesem Bereich. Die Maab wurde ausdrücklich damit beauftragt, alle erforderlichen Maßnahmen für das digitale Fernsehen im Raum Berlin-Brandenburg zu treffen.
11. Zur Förderung des DVB-T hat die Maab mit den privaten Rundfunkgruppen RTL und ProSieben/Sat.1 und den öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten im Februar 2002 ein Übereinkommen geschlossen. Auf der Grundlage dieses Übereinkommens schloss die Maab ein Zusatzabkommen mit den beiden privaten Rundfunkgruppen.
12. Den privaten Rundfunkgruppen wurde jeweils für einen Zeitraum von sieben Jahren ein Multiplexer gewährt ⁽⁵⁾. Über ein solches Multiplex-System können sie vier Kanäle anbieten. Die privaten Rundfunkgesellschaften verpflichten sich unabhängig von den Marktentwicklungen, mindestens fünf Jahre lang digital über das DVB-T-Netz zu übertragen. Gleichzeitig haben die privaten Rundfunkgesellschaften der Maab die Frequenz für die Analogübertragung im Austausch gegen die Digitalfrequenz überlassen.

⁽¹⁾ DVB-T bedeutet Digital-Video-Broadcasting über ein terrestrisches Netz. Weitere Formen des Digital-Video-Broadcasting sind DVB-S (Satellit) und DVB-C (Kabel).

⁽²⁾ Diese Frage wird im Rahmen einer anderen Untersuchung zur Finanzierung der öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten in Deutschland behandelt werden (CP 43/2003).

⁽³⁾ Bericht, den das Ministerium für Wirtschaft der Kommission im Rahmen des Aktionsplans eEurope 2005 übermittelt hat.

⁽⁴⁾ DVB-T hat eine bessere Qualität, ist portabel und mobil.

⁽⁵⁾ Ein Multiplexer ist ein System, mit dem mehrere Nachrichtensignale über ein einziges Übertragungsmedium zwecks Programmübertragung gesendet werden können. Im Allgemeinen erfasst ein Multiplexer vier bis fünf Kanäle.

13. Die RegTP hat Berlin-Brandenburg für das neue digitale terrestrische Fernsehnetz im Wege des Frequenzzuteilungsverfahrens zwei Frequenzen zugeteilt. Eine Frequenz ging an T-Systems (eine Tochtergesellschaft der Deutsche Telekom AG, nachfolgend: DTAG) und die andere an SFB (dem RBB nachfolgte). Es gab keine anderen interessierten Parteien⁽⁶⁾. Die Zuteilungsbedingungen sind der Kommission nicht bekannt, DTAG and T-Systems sind jedoch an den Übereinkommen zwischen Maab und den privaten Rundfunkgesellschaften nicht beteiligt.

14. Die beiden Unternehmen, denen die Frequenz zugeteilt wurde, hatten zur Auflage, das DVB-T-Netz auszubauen. T-Systems bietet jetzt Übertragungsdienste für die Rundfunkgesellschaften an und verlangt eine Gebühr, die vollständig kostendeckend sein soll. Nach Aussage der Behörden handelt T-Systems als gewerblicher Betreiber, während RegTP die T-Systems von den Rundfunkanstalten gezahlten Gebühren prüft.

15. RTL, ProSieben/Sat.1 und weitere (private) Rundfunkgesellschaften zahlen T-Systems die Übertragungsgebühr für DVB-T direkt. Die Gesamtgebühr für den von T-Systems gebotenen digitalen Übertragungsdienst beträgt das Eineinhalbfache des Preises für die analoge terrestrische Übertragung. Die an T-Systems für die Digitalübertragung gezahlte Gebühr deckt jedoch vier Programme ab und nicht nur eins. Somit ist die Gebühr für die Digitalübertragung pro Kanal sehr viel niedriger.

16. In der Anlaufphase besteht die Gefahr, dass DVB-T für die Rundfunkgesellschaften möglicherweise nicht rentabel ist. Dies wäre der Fall, wenn die Zahl der Fernsehzuschauer bei DVB-T niedriger ist als beim analogen Fernsehen. Als Ausgleich dafür, dass die Beteiligung an dem Projekt in der Anlaufphase nicht rentabel ist, zahlt Maab den privaten Rundfunkgesellschaften sieben Jahre lang einen "Ausgleichsbetrag". Dieser Ausgleich entspricht etwa 30 Prozent der von den privaten Rundfunkgesellschaften für das digitale Fernsehen zu zahlenden Übertragungsgebühr (den in den ersten zwei Jahren gewährten Ausgleich ausgenommen). In den ersten zwei Jahren wird Maab RTL und ProSieben/Sat.1 330 000 EUR und in den darauf folgenden fünf Jahren 250 000 EUR jährlich pro Multiplexer zahlen. Nach Angaben der Behörden werden weitere private Programmanbieter, die nicht zu den genannten privaten Rundfunkkonzernen gehören, in gleicher Weise behandelt⁽⁷⁾.

17. Auch die öffentlich-rechtlichen Rundfunkgesellschaften erhalten Zahlungen für ihre digitalen terrestrischen Tätigkeiten, die aber durch die Lizenzgebühren ausgeglichen werden. Es besteht keine direkte Verbindung zwischen Maab und den öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten.

⁽⁶⁾ RBB scheint nur am Rande eine Rolle zu spielen, genaues ist jedoch letztlich nicht bekannt. Es heisst, RBB, das mit der ARD verbunden ist, habe ein eigenes Übertragungsnetz aufgebaut, das auch privaten Programmanbietern offenstehe.

⁽⁷⁾ Zum Beispiel BBC World und FAB.

Behauptungen des Beschwerdeführers

18. ANGA weist darauf hin, dass für den Aufbau von DVB-T erhebliche Zuschüsse gezahlt werden. Diese Zuschüsse stellen angeblich staatliche Beihilfen im Sinne von Artikel 87 Absatz 1 EG-Vertrag dar. Durch die Beihilfe werde das DVB-T-Netz gefördert. Da die DVB-T-Kunden keine Teilnahmegebühr zahlen, werde das Kabelfernsehen Kunden an T-Systems verlieren. Private Kabeleigentümer und Satellitenbetreiber, die ANGA ebenfalls vertritt, fürchten darüber hinaus, dass die den privaten Rundfunkgesellschaften gezahlten Zuschüsse (künftige) Investitionen in Kabelnetze, wie die geplante Digitalisierung der Kabelnetze, gefährden.

III. WÜRDIGUNG DER MASSNAHME

Staatliche Beihilfe im Sinne von Artikel 87 Absatz 1 EG-Vertrag

19. Gemäß dem EG-Vertrag und der Rechtsprechung des Gerichtshofs liegt eine staatliche Beihilfe im Sinne von Artikel 87 Absatz 1 dann vor, wenn

- eine staatliche oder aus staatlichen Mitteln stammende Beihilfe gewährt wurde;
- der Empfänger durch die Beihilfe begünstigt wird;
- die Beihilfe den Wettbewerb verfälscht oder zu verfälschen droht und
- die Beihilfe den Handel zwischen Mitgliedstaaten beeinträchtigen kann.

Staatliche oder aus staatlichen Mitteln gewährte Beihilfe

20. Staatliche oder aus staatlichen Mitteln gewährte Beihilfen sind als Beihilfen im Sinne von Artikel 87 Absatz 1 EG-Vertrag anzusehen. Die von einer vom Staat bestimmten oder errichteten privaten oder öffentlichen Stelle gewährten Vorteile fallen ebenfalls unter die Begriffsbestimmung von Artikel 87 Absatz 1 EG-Vertrag⁽⁸⁾. Die Maab kann als eine solche vom Staat bestimmte oder errichtete öffentliche Stelle angesehen werden. Zunächst ist die Maab zwar regierungsunabhängig, aber dennoch eine öffentlich-rechtliche Einrichtung. Die Maab wurde auf der Grundlage des Medienstaatsvertrags 1992 von den Ländern Berlin und Brandenburg errichtet und ihr wurden nach öffentlichem Recht öffentliche Aufgaben zugewiesen. Gemäß Artikel 40 Absatz 2 des Rundfunkstaatsvertrags werden die Medienanstalten mit der Förderung der öffentlichen Kanäle beauftragt. Die Tatsache, dass die Maab (nach dem deutschen Grundsatz der "Staatsferne") eine unabhängige Einrichtung ist, bedeutet nicht unbedingt, dass sie nicht als öffentliche Einrichtung angesehen werden kann⁽⁹⁾. Deshalb sind die von der Maab geleisteten Zahlungen als dem Staat zuzurechnende Mittelübertragungen anzusehen.

⁽⁸⁾ Vgl. Rechtssache 82/77 Openbaar Ministerie der Niederlande / Van Tiggele [1978] EuGH Slg. 25 Absätze 24 und 25.

⁽⁹⁾ Vgl. Rechtssache T-358/94, Air France/Kommission, EuGH Slg. [1996] II-2109, Ziffer 62.

21. Die deutschen Behörden haben die Tatsache, dass die Zahlungen als staatliche Mittel anzusehen sind, darüber hinaus implizit anerkannt. In der Antwort vom 30. Juni heißt es, dass " es sich nicht um eine Zahlung des Staates zugunsten eines speziellen Unternehmens handelt", d.h. von den Behörden wird anerkannt, dass es sich um staatliche Zahlungen handelt.

Besonderer Vorteil

22. Die Maßnahme scheint zwei (Gruppen) von Empfängern unterschiedlicher Stufen der Geschäftskette zu begünstigen. Erstens werden die privaten Rundfunkgesellschaften (unmittelbar Begünstigte) und zweitens wird offenbar auch T-Systems (mittelbar Begünstigter) begünstigt⁽¹⁰⁾.

(A) Unmittelbar Begünstigte

23. In Bezug auf die unmittelbar Begünstigten machten die Behörden Folgendes geltend:

1) Es handelt sich um eine allgemeine Maßnahme, da jeder (private) Betreiber für einen solchen Zuschuss in Betracht kommt. So haben nicht nur RTL Group und ProSieben/Sat.1 den Zuschuss erhalten, sondern auch Programmanbieter wie FAB und BBC World.

2) Die Maßnahme hat keinen Vorteil zur Folge, sondern stellt lediglich einen Ausgleich dar.

24. Bezüglich der ersten Behauptung ist festzustellen, dass es sich nicht um einen allgemeinen, sondern offenbar um einen selektiven Zuschuss handelt. Er ist für private Rundfunkgesellschaften bestimmt, die das T-System nutzen. Deshalb kann die Maßnahme sogar als «sektorale Beihilfe» im Sinne von Artikel 87 Absatz 1 EG-Vertrag anstatt als allgemeine Maßnahme angesehen werden, die nicht in den Anwendungsbereich von Artikel 87 fallen würde.

25. In Bezug auf das zweite Argument ist fraglich, ob die Maßnahme lediglich einen Ausgleich darstellt. Es ist generell schwierig, die unmittelbaren und mittelbaren Vorteile für die Rundfunkgesellschaften zu quantifizieren. Es gibt sicherlich Vorteile. Die Übertragungsgebühr pro Kanal ist bei DVB-T sehr viel niedriger und den Rundfunkgesellschaften stehen sehr viel mehr Kanäle zur Verfügung. Außerdem erhalten die Gesellschaften Zugang zu einer neuen Technik mit zusätzlichen Funktionen (Mobilität und Portabilität).

26. Es gibt aber auch Nachteile. Es ist noch nicht sicher, ob DVB-T langfristig wirklich Erfolg haben wird. Dies hat auch für die Rundfunkgesellschaften ein gewisses Risiko zur Folge. Zweitens werden die Rundfunkgesellschaften einem zunehmenden Wettbewerb anderer Rundfunkgesellschaften auf DVB-T ausgesetzt sein.

27. Die Ausrichtung des DVB-T weist außerdem auch Merkmale auf, die sich sehr viel schwerer bewerten lassen. Zum

⁽¹⁰⁾ Es gibt offenbar Analogien zur Rechtssache C-156/98, bei der (private) Investoren Steuervergünstigungen erhielten, wenn sie in Unternehmen mit Sitz in den neuen deutschen Bundesländern investierten. Die mittelbar Begünstigten waren in diesem Fall die Unternehmen in den neuen Bundesländern.

Beispiel ist nicht klar, ob die Werbeeinnahmen steigen oder fallen werden und ob die Rundfunkgesellschaften gegenüber den Kabel- und Satellitenbetreibern eine bessere Verhandlungsposition erhalten werden.

28. Die Behörden haben eine quantitative Aufstellung der mit der Übertragung und der möglichen Änderung der Werbeeinnahmen verbundenen Kosten vorgenommen. Auch diese Berechnung gibt zu Zweifeln Anlass. Relativ gesehen ist DVB-T billiger für die Rundfunkgesellschaften (die Gebühr beträgt nur etwa 150 000 EUR pro Kanal gegenüber 500 000 EUR pro Kanal bei der analogen Übertragung) und weitere Kosten für die analoge Übertragung entfallen.

29. Schließlich gibt es keine direkte Verbindung zwischen dem Zuschuss und den entstehenden Extraausgaben, da der Zuschuss in Form einer Pauschale festgesetzt wurde⁽¹¹⁾ und darüber hinaus sind die Rundfunkgesellschaften an den kommerziellen Erwägungen beteiligt und es bestand keinesfalls die eine rechtliche Verpflichtung, die analoge Übertragung aufzugeben. Das Analognetz wurde im DVB-T-Bereich aufgegeben.

30. Die Kommission wird im Laufe dieses Verfahrens prüfen, ob die von Maab geleisteten Zahlungen als reiner Ausgleich anzusehen sind. Hierzu benötigt die Kommission weitere Auskünfte.

(B) Mittelbar Begünstigter

31. Unabhängig davon, ob die privaten Rundfunkgesellschaften lediglich einen Ausgleich für bestimmte Kosten erhalten oder nicht, befindet sich T-System in einer günstigeren Position als vorher. Eine indirekte staatliche Beihilfe erfordert nicht unbedingt das Vorliegen einer direkten staatlichen Beihilfe zugunsten des unmittelbaren Empfängers der fraglichen Maßnahme. Mit anderen Worten kann der den privaten Rundfunkgesellschaften gewährte Ausgleich, wenngleich er keine staatliche Beihilfe für diese darstellt, eine Beihilfe für T-Systems sein⁽¹²⁾.

32. Angesichts der Tatsache, dass die privaten Rundfunkgesellschaften für die Sendung ihrer Programme über DVB-T einen Zuschuss erhalten, werden sie eher bereit sein, das DVB-T zu nutzen⁽¹³⁾. In den die Vergabebedingungen für die Rundfunkkapazitäten enthaltenden Unterlagen weist die Maab darauf hin, dass sie die Kosten für die Übertragung durch DVB-T bezuschussen wird. Die jährliche Übertragungsgebühr kann durch den Zuschuss der Maab verringert werden⁽¹⁴⁾. Ohne den Zuschuss wäre es für T-Systems schwieriger gewesen, seinen Dienst in Gang zu setzen und der Betreiber hätte von den privaten Rundfunkgesellschaften eine niedrigere Gebühr als Anreiz für ein Umschalten auf DVB-T verlangt. Als Alternative hierzu hätte T-Systems die Startkosten selbst tragen oder eine Gebühr von den Endnutzern verlangen müssen.

⁽¹¹⁾ Nach Angaben der Behörden beträgt der Ausgleich 30 % der Gebühr.

⁽¹²⁾ Vgl. Stellungnahme des Generalstaatsanwalts Jacobs in der Rechtssache C-457/00, Belgien/Kommission, EuGH Slg. [2003], Seite I-6931, Ziffer 59.

⁽¹³⁾ Vgl. Rechtssache C-156/98, Deutschland /Kommission, EuGH Slg. [2000] Seite I-6875, Ziffer 26.

⁽¹⁴⁾ Von Maab veröffentlichtes Ausschreibungspapier: «Ausschreibung der in Berlin und Brandenburg verfügbaren Übertragungskapazitäten für Rundfunk und damit verbundene Dienste über DVB-T», Web-site der Mabb (www.mabb.de/aktuell/).

33. Im Vergleich zu einer Situation, in der kein Zuschuss gewährt worden wäre, kann T-System im vorliegenden Fall (zumindest theoretisch) eine höhere Gebühr von den Rundfunkgesellschaften verlangen, ohne den Endnutzern eine Gebühr berechnen zu müssen. Nach Angaben der deutschen Behörden ist die RegTP für diese Gebühr aufkommen. Zum jetzigen Zeitpunkt liegen der Kommission keinerlei Angaben darüber vor, wie diese angeblich gezahlten Gebühren festgesetzt wurden. Andererseits steht fest, dass die Verbraucher, die auf das DVB-T umgeschaltet haben, keine Teilnahmegebühr an T-System entrichten.

34. In diesem Zusammenhang könnte auf einen anderen Aspekt der T-System gewährten indirekten Beihilfe eingegangen werden. Die privaten Rundfunkgesellschaften erhalten eine Ausgleichszahlung von der Maab. Die öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten erhalten für die Übertragung einen Ausgleich durch das DVB-T-Netz in Form der Rundfunkgebühren. Ihre Position bezüglich der Umstellung ist unter anderem in § 52a des Rundfunkstaatsvertrags geregelt ("Rundfunkgebühr"). Nach § 52a können die öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten zur Erfüllung ihrer Aufgabe der Sicherstellung des Empfangs von Fernsehen (und Radio) für alle ("Grundversorgung") jede Art von Übertragungsnetz nutzen. Sie können die analoge Übertragung schrittweise reduzieren, um "den Ausbau und die Verteilung der DVB-T-Kapazitäten zu erleichtern".

35. Mit anderen Worten haben die öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten das Recht, von der Übertragung durch das Analog-Netz Abstand zu nehmen, wenn sie später andere Übertragungsnetze in Anspruch nehmen. § 52a zielt jedoch nur darauf ab, den Übergang vom analogen terrestrischen auf das digitale terrestrische Netz zu ebnen. Das dem Vertrag im Anhang beigefügte Protokoll ist in dieser Frage offenbar deutlich⁽¹⁵⁾. Die Länder sollen sich bemühen, innerhalb von fünf Jahren zu erreichen, dass ARD (und angeschlossene Sender) und ZDF zusammen über 50 von 100 Frequenzblöcken für ihre Dienste verfügen. Dies umfasst einen technischen Multiplexer für ARD und ZDF. Somit erhalten auch ARD und ZDF einen Ausgleich durch die Rundfunkgebühren, um die Übertragungsdienste des T-System zu nutzen.

36. Unter Berücksichtigung der Tatsache, dass ARD und ZDF zur Übertragung und somit zur Sendung verpflichtet sind, ist es nicht ausgeschlossen dass lediglich einen Ausgleich und somit keine Beihilfe im Sinne von Artikel 87 Absatz 1 EG-Vertrag darstellt. Die Kommission weist hierauf hin, da die Sache vom rechtlichen Standpunkt aus gesehen jedoch anders gelagert ist, wird in dieser Prüfung nicht darauf eingegangen⁽¹⁶⁾.

37. Die den öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten gewährten Ausgleichszahlungen könnten sich jedoch auch positiv auf T-Systems auswirken. Wie bereits erwähnt, schließt die Tatsache, dass aufgrund der Ausgleichszahlungen zugunsten des unmittelbar Begünstigten keine Prüfung im Hinblick auf das Vorliegen einer staatlichen

Beihilfe vorgenommen werden muss, nicht aus, dass T-Systems auch in diesem Fall mittelbar Begünstigter der Ausgleichszahlungen an die öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten sein kann. Die Kommission hat Bedenken, inwiefern diesbezüglich eine Beihilfe vorliegen kann, und sollte dies der Fall sein, ob diese Beihilfe mit dem EG-Vertrag vereinbar ist.

Wettbewerbsverfälschung

38. Angesichts der Tatsache, dass wahrscheinlich verschiedene Parteien durch die Beihilfe begünstigt wurden, kann die Wettbewerbsverfälschung auf unterschiedlichen Ebenen stattfinden. Erstens erhalten die privaten Rundfunkgesellschaften Mittel und zweitens kann T-Systems als mittelbar Begünstigter angesehen werden.

i) Unmittelbar Begünstigte: die privaten Rundfunkgesellschaften

39. Die Maab hat mindestens zwei privaten Rundfunkgesellschaften, RTL und ProSieben/Sat.1, Zahlungen geleistet. Die genannten Rundfunkgesellschaften stehen in und außerhalb Deutschlands auf dem Markt für den Absatz von Programmrechten und auch auf dem Werbemarkt mit anderen Rundfunkgesellschaften im Wettbewerb. Wird nur einigen wenigen dieser Rundfunkgesellschaften ein Vorteil eingeräumt, so verfälscht dies möglicherweise den Wettbewerb.

ii) Mittelbar Begünstigte: Deutsche Telekom AG und T-Systems

40. Deutsche Telekom und ihre Tochtergesellschaft T-Systems sind in verschiedenen Bereichen dessen, was im Allgemeinen als Vertrieb von Fernsehdiensten bezeichnet werden kann, tätig. Die Funktion von T-Systems als Betreiber des DVB-T-Übertragungsnetzes besteht darin, ein Rundfunkgesellschaften und Fernsehzuschauer verbindendes Verbreitungssystem bereitzustellen.

41. Auf dem nachgelagerten Markt sind Kabel, DTH (Satellit oder anders ausgedrückt "direct-to-home") und sogar DVB-T, wenngleich es zwischen den Verbreitungsmethoden einige technische und kommerzielle Unterschiede gibt, substituierbar. Zunächst sind offenbar die Preise und Inhalte der angebotenen Pakete ähnlich. Die Einführung der digitalen Dienste könnte dazu führen, dass die Angebote von DTH, DVB-T und die Kabeldienste weniger homogen werden, was den Anreiz für die Verbraucher zu einer Umstellung verstärkt. Zweitens werden die verschiedenen Übertragungssysteme durch den Ausbau der digitalen Dienste in noch größerem Maße substituierbar. Schließlich werden die Verbraucher die Angebote der Kabel-, DVB-T- oder Satellitenbetreiber danach bewerten, inwieweit eine attraktive und umfassende Palette von Diensten zu einem interessanten Preis offeriert wird. Die Verbraucher werden wahrscheinlich keine speziellen technischen Mittel für die Erbringung der neuen digitalen Dienste, — sei es DTH, Breitbandkabel oder eine andere Plattform in Verbindung mit einem Rückkanal für interaktive Dienste — bevorzugen.

⁽¹⁵⁾ Protokollerklärung aller Länder zu § 52a i.d.F. d. 5. Rundfunkänderungsstaatsvertrages.

⁽¹⁶⁾ Dieser Frage wird auch bei einer anderen Prüfung bezüglich der Finanzierung der öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten Deutschlands nachgegangen (CP 43/2003), siehe Fußnote 2.

42. Im vorgelagerten Markt erwerben die Veranstalter Rechte zur Verwertung von Inhalten. Obwohl die Rundfunkgesellschaften so umfassend wie möglich verbreitet werden möchten (und daher die Übertragungssysteme eher als komplementär als alternativ ansehen könnten), haben sie angegeben, dass sie Kabel und DTH als konkurrierende Übertragungskanäle ansehen. Angesichts der technischen und kommerziellen Merkmale des DVD-T kann davon ausgegangen werden, dass auch DVD-T als konkurrierende Infrastruktur angesehen werden muss. Daher kann die Schlussfolgerung gezogen werden, dass ein gewisses Maß an Substituierbarkeit zwischen Kabel, DVB-T und DTH gegeben ist⁽¹⁷⁾.
43. Die Maab hat sich jedoch entgegen der in der "Mitteilung zum Übergang" angegebenen Politik für die staatliche Finanzierung einer speziellen Technik, des DVB-T, anstelle des DVB-S, des DVB-C oder gar in der Zukunft des DVB-H⁽¹⁸⁾ entschieden. Kabel- und Satellitenbetreiber können den Rundfunkgesellschaften und den Verbrauchern vergleichbare Dienste anbieten, erhalten aber keine Zuschüsse. Die Endnutzer stellen möglicherweise auf DVB-T um, da sie T-Systems keine Teilnehmergebühr zu zahlen haben. Kabelbetreiber müssen den Endnutzern Kosten in Rechnung stellen, um ihre Investitions- und Infrastrukturaufwendungen auszugleichen, während die Maab einen Teil der DVB-T-Infrastrukturinvestitionen bezuschusst. T-Systems und die Kabelbetreiber befinden sich damit nicht mehr in der gleichen Ausgangsposition und eine mögliche Wettbewerbsverfälschung liegt vor.
44. Offenbar ist sogar empirisch nachgewiesen, dass die verschiedenen Übertragungstechniken substituierbar sind. In einem von der Deutsche TV-Plattform veröffentlichten Bericht (betreffend das 12. Symposium der Organisation) wird auf einen Bericht von ZDF Forschung Bezug genommen, wonach 60 000 Haushalte von Kabel und/oder Satellit (zusätzlich oder ausschließlich) auf DVB-T umgestellt haben⁽¹⁹⁾. In einem anderen Bericht der Maab heißt es, dass 40 % der Käufer der bis Mitte Juli 2003 abgesetzten Gesamtzahl der terrestrischen "Set-Top-Boxes" vorher Kabel- und/oder Satellitenempfang hatten⁽²⁰⁾.
45. Zweitens ist die Wettbewerbsverfälschung angesichts der Tatsache, dass Anwendungen des Digitalfernsehens bevorzugen (Konvergenz), möglicherweise noch erheblicher. T-Systems ist in der Lage, sein Netz bereits zu Beginn auf der Grundlage garantierter Einnahmen aufzubauen und kann diesen Dienst anschließend mit anderen Diensten, die von Gesellschaften innerhalb der Deutsche Telekom-Gruppe angeboten werden, kombinieren. Es kann beispielsweise zusammen mit T-Online einen Rückkanal für digitale Anwendungen bereitstellen oder mit T-Mobile mobile Anwendungen anbieten.

Auswirkungen auf den zwischenstaatlichen Handel

46. Schließlich wirkt sich die Maßnahme auch auf den Handel aus. Nach der Rechtsprechung des Gerichtshofs gilt der zwischenstaatliche Handel als durch die Beihilfe beein-

trächtig, wenn diese die Stellung eines Unternehmens im Verhältnis zu anderen Unternehmen stärkt, die im innergemeinschaftlichen Handel Wettbewerber sind. T-Systems und die privaten Rundfunkgesellschaften sind international tätig und konkurrieren mit anderen Rundfunk- und Telekommunikationsunternehmen. Die Rundfunkgesellschaften sind auf den internationalen Märkten für den Kauf und Verkauf von Programmrechten vertreten. Gerade die Verkaufsmärkte sind oftmals internationale Märkte. Auch die Werbemärkte können über Staatsgrenzen hinausreichen, insbesondere wenn beiderseits einer Staatsgrenze die gleiche Sprache gesprochen wird. Ferner erstreckt sich die Eigentumsstruktur des RTL-Konzerns über mehr als einen Mitgliedstaat. RTL ist in zahlreichen Mitgliedstaaten tätig; Konzernsitz ist Luxemburg. T-Systems steht in Wettbewerb mit Kabelbetreibern und Medienunternehmen wie UPC (Liberty Media), Satellitenbetreibern wie Eutelsat und anderen Unternehmen bei (vorgelagerten) Infrastruktur-Dienstleistungen. Gleichzeitig konkurriert es mit diesen auch auf den (nachgelagerten) Endnutzermärkten.

Vereinbarkeit der Beihilfe mit dem Gemeinsamen Markt

47. Sollte es sich bei der Maßnahme um eine Beihilfe im Sinne von Artikel 87 Absatz 1 EGV zugunsten der privaten Rundfunkunternehmen und/oder von T-Systems handeln, ist ihre Vereinbarkeit dem Gemeinsamen Markt zu bezweifeln.
48. Die Beihilfe dürfte keine der Voraussetzungen für eine Ausnahme nach Artikel 87 Absatz 2 oder 3 erfüllen. Ob die Voraussetzungen für die Anwendung von Art. 87 Abs. 3 Buchst. c) vorliegen, kann nicht festgestellt werden. Erstens erfüllt das Vorgehen der Maab nicht die verbindlichen Voraussetzungen der "Mitteilung über den Übergang vom analogen zum digitalen Rundfunk". Die Behörde hat sich für eine nicht technologie neutrale Maßnahme entschieden, nämlich für die Entwicklung eines terrestrischen Netzes, und bisher nicht überzeugend dargelegt, warum DVB-T die einzige subventionswürdige Alternative für die digitale Ausstrahlung in Berlin sein soll. Zweitens ist die Notwendigkeit der Beihilfe nicht erkenntlich. Selbst ohne diese Beihilfe gibt es für die Rundfunkgesellschaften gute Gründe, auf DVB-T umzustellen. In diesem Falle hätte T-Systems die DVB-T ohnehin aufgebaut.
49. Ferner handelt es sich um Betriebsbeihilfen, da sie die Empfänger ganz oder teilweise von Aufwendungen entlastet, die sie normalerweise im Rahmen ihrer laufenden Geschäftsführung oder üblichen Tätigkeiten zu tragen gehabt hätten, und verzerrt somit grundsätzlich den Wettbewerb⁽²¹⁾. Selbst wenn sich erweisen sollte, dass die Maßnahme die Entwicklung gewisser Wirtschaftszweige fördert, verändert sie nach der vorläufigen Auffassung der Kommission die Handelsbedingungen in einem dem gemeinsamen Interesse zuwiderlaufenden Ausmaß. Es wurde nicht nachgewiesen, dass die Begünstigten einen Beitrag zum gemeinsamen Interesse leisten müssen, der die Wettbewerbsverzerrung aufwiegt.

⁽¹⁷⁾ Vgl. z.B. die Entscheidung 2001/98/EG, Rechtssache IV/M.1439, Telia/Telenor vom 13.10.1999, Ziffer 261.

⁽¹⁸⁾ Die Kommission hat eine Mitteilung über den Übergang vom analogen zum digitalen Rundfunk veröffentlicht, KOM(2003)541 endg. DVB-H bedeutet «Digital Video Broadcasting over Handheld» (mobile Applikationen).

⁽¹⁹⁾ Deutsche TV-Plattform, Presseinformation, 05/2003, Mai 2003.

⁽²⁰⁾ Vgl. Berlin wird digital, «Erfahrungen und Perspektiven», Maab, Berlin-Brandenburg, Seite 7 und 8.

⁽²¹⁾ Rs. C-301/87 Frankreich/Kommission, Sgl. [1990] (Boussac Saint Frères) I-307, Rs. C-86/89 Italien/Kommission, Sgl. [1990] I-3891 und vor allem Rs. C-156/98 Deutschland/Kommission, Sgl. [2000] I-6857.

50. Bisher haben die deutschen Behörden sich auf keine der Ausnahmebestimmungen nach Artikel 87 Absätze 2 oder 3 berufen. Im Einklang mit der Mitteilung über den Übergang vom analogen zum digitalen Rundfunk wird die Kommission prüfen, ob die Maßnahme transparent, gerechtfertigt und verhältnismäßig ist. Dabei untersucht sie, ob die Beihilfe durch ein politisches Ziel im Interesse der gesamten Gesellschaft gerechtfertigt ist. Schließlich ist zu klären, ob die Beihilfe notwendig war, um einen sofortigen Übergang zu ermöglichen. Zu diesem Zeitpunkt verfügt die Kommission nicht über die dazu erforderlichen Informationen.
51. Schließlich stellt sich die Frage, ob T-System als ein mit gemeinwirtschaftlichen Verpflichtungen betrautes Unternehmen angesehen werden kann oder die Beihilfe für eine Freistellung nach Artikel 86 Absatz 2 EGV in Betracht kommt.
52. Laut den deutschen Behörden sind die Länder verpflichtet, die Übertragung von Fernsehprogrammen zu garantieren. Die RegTP hat einen Netzbetreiber in einer öffentlichen Ausschreibung ausgewählt; dieser ist verpflichtet, die von der Medienbehörde des Bundeslandes zugelassenen Programmanbieter ins Netz einzuspeisen. Die deutschen Behörden stellen ausdrücklich klar, dass der Netzbetreiber anders als ein Kabelanbieter an diese landesrechtlichen Pflichten gebunden ist. Kabelanbieter gelten demgegenüber als rein private Betreiber. Mabb und die deutschen Behörden führen aus, dass DVB-T ohne die finanzielle Unterstützung der öffentlichen Hand nicht hätte eingerichtet werden können. Deswegen sprechen nach Auffassung der deutschen Behörden durchaus einige Gesichtspunkte dafür, diese Tätigkeit als Dienstleistung im allgemeinen wirtschaftlichen Interesse anzusehen. Allerdings sind die vorgebrachten Argumente eher gehalten.

SCHLUSSFOLGERUNG

Im Licht der vorstehenden Überlegungen fordert die Kommission Deutschland im Rahmen des Verfahrens gemäß Artikel 88 Absatz 2 des EG-Vertrags auf, innerhalb eines Monats nach Eingang dieses Schreibens eine Stellungnahme abzugeben und alle Informationen zu erteilen, die eine Hilfe bei der Beurteilung der Beihilfe/Maßnahmen sein können.

Der Kommission ist insbesondere an Auskünften zu folgenden Punkten gelegen:

1. Die Bedingungen, zu denen die Regulierungsbehörde für Telekommunikation und Post (RegTP) die Frequenz an T-Systems und RBB vergeben hat.
2. Um eine Frequenz von der RegTP zu erhalten, musste T-Systems finanzielle Einzelheiten zu seinem Aufbauplan vorlegen. Die Kommission möchte diesen Plan und sämtliche anderen von T-Systems an die RegTP übermittelten einschlägigen Angaben erhalten.
3. Außer T-Systems hat auch RBB eine Frequenz erhalten. Die Kommission möchte erfahren, zu welchem Zweck RBB diese Frequenz erhalten hat, und benötigt weitere Informationen über die Beziehungen zwischen T-Systems und RBB sowie die von beiden Unternehmen erbrachten Dienstleistungen.
4. Um die Höhe des Ausgleichs zu ermitteln, benötigt die Kommission einen detaillierten Überblick über die Verteilungs- und Ausstrahlungskosten der öffentlichen und privaten Rundfunkanbieter im analogen und digitalen terrestrischen Fernsehen.
5. Schließlich wurde angegeben, dass die RegTP das Ausstrahlungsentgelt festsetzt. Die Kommission möchte erfahren, wie und wann diese Gebühr festgesetzt wurde.

Die deutschen Behörden werden gebeten, den potentiellen Beihilfeempfängern unverzüglich eine Kopie dieses Schreibens zu übermitteln.

Die Kommission erinnert die Bundesrepublik Deutschland daran, dass Artikel 88 Absatz 3 EG-Vertrag aufschiebende Wirkung hat und verweist auf Artikel 14 der Ratsverordnung (EG) Nr. 659/199, wonach jede rechtswidrig gezahlte Beihilfe zurückgefordert werden kann.

Die Kommission teilt die Bundesrepublik Deutschland mit, dass sie die Beteiligten durch die Veröffentlichung des vorliegenden Schreibens und einer aussagekräftigen Zusammenfassung dieses Schreibens im Amtsblatt der Europäischen Union von der Beihilfe in Kenntnis setzen wird. Außerdem wird sie die Beteiligten in den EFTA-Staaten, die das EWR-Abkommen unterzeichnet haben, durch die Veröffentlichung einer Bekanntmachung in der EWR-Beilage zum Amtsblatt und die EFTA-Überwachungsbehörde durch Übermittlung einer Kopie dieses Schreibens von dem Vorgang in Kenntnis setzen. Alle vorerwähnten Beteiligten werden aufgefordert, innerhalb eines Monats nach dem Datum dieser Veröffentlichung ihre Stellungnahme abzugeben.»

Notification préalable d'une opération de concentration**(Affaire COMP/M.3486 — Magna/NVG)**

(2004/C 216/04)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

1. Le 20 août 2004, la Commission a reçu notification d'un projet de concentration, conformément à l'article 4 et à la suite d'un renvoi conformément à l'article 4, paragraphe 5, du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil (⁽¹⁾), par lequel l'entreprise Magna International Inc. («Magna», Canada) acquiert, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement du Conseil, le contrôle de l'ensemble de Gear Inc. («NVG», États-Unis) par achat d'actions et achat d'actifs.

2. Les activités des entreprises concernées sont les suivantes:

- pour Magna: design, développement et fabrication de pièces détachées pour automobiles, assemblages, modules, systèmes et assemblage de véhicules complets en Amérique du Sud et du Nord et Afrique du Sud, Europe et Asie,
- pour NVG: design, développement et fabrication de boîte de transmission en Europe et autres pièces détachées pour véhicules aux États-Unis.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que la transaction notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement (CE) n° 139/2004.

4. La Commission invite les tiers concernés à lui transmettre leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront parvenir à la Commission au plus tard dans les dix jours suivant la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopie [n° (32-2) 296 43 01 ou 296 72 44] ou par courrier, sous la référence COMP/M.3486 — Magna/NVG, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffé Fusions
J-70
B-1049 Bruxelles

(¹) JO L 24 du 29.1.2004, p. 1.